

RÉGION GRAND CENTRE

Dijon, le 13 août 2024

Plan social à la PJJ : madame NISAND répond aux agents « Une bonne saignée mon bon monsieur ! Vous irez mieux après ! »

S'il y a eu « une trêve olympique », pour reprendre les propos du Président, qui a permis de montrer « le vrai visage de la France » et que quand on « est tout ensemble, on est imbattable », la PJJ n'en a pas bénéficié.

La DPJJ, seule dans sa tour d'ivoire, sait mieux que quiconque ce qu'il y a de mieux pour la Protection Judiciaire de la Jeunesse: Une bonne saignée et ensuite tout ira mieux ! Non il ne s'agit pas de la pièce de Molière. Voilà à quoi se résume sa politique !

Seule, car c'est son seul choix, de supprimer des centaines de contrats à la rentrée, provoquant une crise sociale massive dans notre institution. Pourtant jusqu'à la mi-juillet, la plupart des collègues avaient des assurances des hiérarchies intermédiaires d'être reconduits au 1er septembre.

Seule, car c'est son seul choix, de supprimer brutalement 30 à 40 % des dotations de fonctionnement de l'ensemble des services de la PJJ début juillet. Les DS, les Rue et les DT se demandent comment ils vont pouvoir garantir l'exercice des missions dans ces conditions.

Seule, car malgré le déblocage d'une enveloppe conséquente de 3 millions d'euros par le Ministère, suite à l'interpellation de notre intersyndicale, elle persiste et signe dans sa volonté de contenter les exigences d'austérité d'un gouvernement illégitime.

Dans notre région, voici les conséquences de la saignée du « docteur » NISAND :

- 42 licenciements secs et 19 contrats décalés en octobre ou plus tard (mais sans garantie)
- de nombreux postes de titulaires gelés
- aucun remplacement de congés maladie ou de temps partiel
- des conséquences sur les services : report de l'ouverture de l'UEHD de Tours, suspension de l'expérimentation de l'EPE Bourgogne Ouest, suspension d'activité de l'UEAJ de Nevers..
- mise à mal ou disparition de la pluridisciplinarité sur plusieurs UEMO

Les hébergements comme les UEMO sont particulièrement impactés. Pour ces dernières, des centaines de jeunes ne seront plus pris en charge à la rentrée.

Alors oui, ensemble, les personnels disent NON ! L'intersyndicale dit NON !

Nous appelons les personnels des 14 départements à se mettre en grève le 14 août pour signifier à la DPJJ que nous voulons les moyens RH et matériels pour faire notre travail !

Nous refusons que les jeunes et les familles soient les premières victimes de la gestion calamiteuse de la DPJJ !